



Madame la Ministre de l'Éducation Nationale le proclame pourtant haut et fort : « l'autorité ne se décrète pas ».

Effectivement, le rapport aux élèves se construit dans la confiance, avec un respect mutuel. Dans une École en crise, en souffrance, la précipitation, les passages en force et le mépris ne peuvent qu'aggraver la situation existante.

Madame la Ministre de l'Éducation Nationale annonce aussi que la « concertation » d'aujourd'hui devra être « réaliste et opérationnelle ». Mais quel sens donne-t-elle au mot concertation quand le 1^{er} ministre a déjà tout orchestré et que les conclusions de cette concertation sont déjà médiatisées et connues de tous et toutes ?

- se lever quand le prof rentre dans la classe,
- les commissions éducatives à l'école,
- la volonté d'uniformiser les sanctions dans le premier degré.

8 semaines pour mettre en œuvre « la Grande concertation », avec un point d'étape dans 4 semaines. Même méthode que le « choc des savoirs », et là aussi, la date de fin n'est pas innocente. Pour le « choc des savoirs », c'était le jour des résultats de PISA, pour l'autorité, c'est juste après les européennes.

Cette pseudo concertation, à laquelle nous sommes convié.es aujourd'hui, confirme que l'exercice relève davantage de la parodie de dialogue social que d'un échange approfondi qui permettrait de mettre en perspective les défis auxquels est confronté notre système éducatif.

Des défis et des enjeux qui ne devraient pas se limiter à la vision orientée et simpliste portée par le premier ministre. L'École mérite mieux que ce simulacre de dialogue social où l'École, ses élèves et ses personnels sont méprisés et réduits à de simples pions dans un exercice politicien.

Nos organisations syndicales FSU 35, CGT-Educ'actions 35, SGEN-CFDT Bretagne et Sud Education 35 ont des propositions pour « impliquer, responsabiliser, protéger ». Mais pour cela il faut un réel dialogue social, des moyens, de la confiance et du temps.

Madame la Ministre de l'Éducation Nationale annonce enfin que cette concertation doit être « réaliste du point de vue budgétaire en tenant compte de l'état de nos finances publiques ». Et bien que l'État commence par appliquer ce principe sans gaspiller l'argent public (les 1,7 milliards d'euros, selon le sénat, engagés cette année dans le SNU, les 16 millions gaspillés pour le kit de 2 euros en sont de belles illustrations !).

Nous aurions dû nous retrouver cet après-midi pour évoquer les situations préoccupantes des fiches SST, d'essayer de travailler ensemble pour répondre à la souffrance des collègues et des élèves. Groupe de travail une nouvelle fois reporté.

Nos organisations syndicales ne feront pas le jeu d'une communication et d'une agitation politiciennes, ne reposant sur aucun diagnostic partagé et ne répondant donc en rien aux besoins, et quitteront la réunion dès à présent.